
AMIENS

SOMME

PALAIS DE JUSTICE

EDIFICE INSCRIT MH EN 1994

**RESTAURATION DES COUVERTURES
ET DES FACADES DONNANT
SUR LES COURS A ET B**

C.C.T.P.

(CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES)

LOT 3 PROTECTION ANTI-VOLATILES

0 GENERALITES

0.1 PRESENTATION DU PROJET.

0.1.1 OBJET DU MARCHÉ.

Le présent document a pour objet de définir les travaux du présent lot en vue de la **réalisation des travaux de restauration des couvertures** (hormis celles du bâtiment sud refaites récemment) **et des façades donnant sur les cours A et B du Palais de Justice d'Amiens dans le département de la Somme.**

0.1.2 DIVISION EN LOTS.

Les travaux seront exécutés par les lots suivants :

- Lot 1 Installations de chantier/Maçonnerie/Pierre de taille.
- Lot 2 Echafaudages/Parapluies/Couverture/Charpente/Paratonnerre.
- Lot 3 Protection anti-volatiles.
- Lot 4 Traitement de sculptures.

Le C.C.T.P. ne peut être dissocié des C.C.T.P. des autres lots qui contribuent à la réalisation de l'ensemble du projet.

Le soumissionnaire se reportera donc à ces C.C.T.P. ainsi qu'à l'ensemble des documents qui définissent les prestations de ces autres lots afin de cerner parfaitement l'étendue de ses propres prestations et de réaliser en toute connaissance de cause les travaux qui lui incombent.

0.1.3 DIVISION EN TRANCHES.

Les travaux seront exécutés en trois (3) tranches.

- Tranche ferme : Aile Est et aile entre cours A et B.
- Tranche optionnelle 1 : Aile Nord.
- Tranche optionnelle 2 : Aile Ouest et façades des cours A et B.

0.1.4 NATURE DU MARCHÉ.

Le marché de travaux est à **prix global et forfaitaire.**

0.1.5 INSTALLATIONS DE CHANTIER.

L'ensemble des installations de chantier est à la charge du titulaire du lot 1.

0.2 CLAUSES PROPRES AUX TRAVAUX DU PRESENT LOT.

0.2.1 INSTALLATIONS COMMUNES DE CHANTIER.

L'ensemble des installations communes de chantier est à la charge du lot 1 Installations de chantier/Maçonnerie/Pierre de taille.

0.2.2 DOCUMENTS TECHNIQUES.

Les documents techniques contractuels comprennent le présent C.C.T.P. ainsi que les plans et documents graphiques établis par le maître d'œuvre.

Les travaux seront exécutés conformément aux Normes Françaises en vigueur à ce jour, ainsi qu'aux Cahiers des Prescriptions Techniques et notamment :

- Les recommandations professionnelles liées à la restauration des Monuments Historiques.
- Les DTU et normes se rapportant aux ouvrages traités sauf dérogation précisée au présent CCTP.
- Les Normes Françaises NF.

Nota important : Les numéros des D.T.U., Fascicules du CCTG et autres règles de calculs ainsi que les normes NF ne sont pas, ou peu énumérées. Ils sont réputés être connues et appliqués par l'entreprise pour la réalisation de ces travaux.

Au cas où certains textes seraient modifiés en cours d'exécution des travaux, l'entrepreneur devra le notifier par écrit au maître d'ouvrage qui prendra la décision d'appliquer ou non la modification en fonction de ses incidences sur le prix et sur le déroulement de l'opération.

Les ouvrages du présent lot seront exécutés selon les règles de l'art et devront répondre aux conditions et prescriptions des documents techniques qui lui sont applicables à la date de signature du marché.

0.3 **OBSERVATION SUR LA REDACTION DU C.C.T.P.**

Dans la description des ouvrages, le maître d'œuvre s'est efforcé de renseigner les entrepreneurs sur la nature des travaux à effectuer, mais il convient de signaler que cette disposition n'a pas de caractère limitatif.

Les plans et le C.C.T.P. se complètent réciproquement.

Dans tous les cas, chaque entrepreneur est tenu de consulter les plans et les détails fournis à l'appui du présent C.C.T.P., y compris ceux des autres corps d'état.

Il ne pourra jamais prétendre les avoir ignorés.

Toutes discordances éventuelles devront être signalées au maître d'œuvre en temps utile.

Les entrepreneurs ne pourront plus en faire état après remise et réception de leur offre.

Aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les plans et détails.

En cas d'erreurs, d'imprécisions ou de manques de côtes, les entrepreneurs devront le signaler au maître d'œuvre qui donnera toutes les précisions nécessaires.

En cas d'erreurs ou d'oublis de l'entrepreneur en cours d'exécution de ses travaux, l'entrepreneur sera tenu responsable de ces erreurs ou oublis, ainsi que des modifications qu'ils entraîneraient pour tous les corps d'état.

Il est bien précisé que la clause de priorité prévue au Cahier des Charges Particulières entre les plans et le C.C.T.P. n'a pas pour but d'annuler la confection d'un ouvrage quelconque figurant sur l'une des pièces et non sur l'autre.

Cette priorité ne joue qu'en cas de contradiction.

En conséquence, tout ouvrage figurant aux plans et non écrit au présent descriptif, est formellement dû et vice versa.

Le C.C.T.P. n'indique que d'une manière générale la description des ouvrages, à charge par les entrepreneurs de la compléter eux-mêmes et de prévoir dans leurs dépenses pour les travaux de leur lot, tout ce qui normalement doit entrer dans le prix d'une restauration exécutée conformément aux règles de l'art.

Les entrepreneurs ne pourront réclamer aucun supplément consécutif à une omission, erreur ou imprécision éventuelle autant dans les documents graphiques, descriptifs ou quantitatifs.

Tous les documents écrits ou graphiques remis aux entrepreneurs pour l'exécution des ouvrages doivent être examinés avant tout commencement d'exécution. Ils devront donc signaler au maître d'œuvre toutes les dispositions qui ne paraîtraient pas en rapport avec la solidité, la conservation des ouvrages, l'usage auxquels ils sont destinés et l'observation des règles de l'art.

De toutes manières, le fait pour un entrepreneur d'exécuter sans en rien changer toutes les prescriptions des documents techniques remis par le maître d'œuvre ne peut atténuer en quoi que ce soit sa pleine et entière responsabilité de constructeur s'il n'a pas présenté ses réserves par écrit au moment de la remise de son offre.

En conséquence, les soumissionnaires devront :

- S'être rendus sur place, avoir reconnu les lieux où doivent être exécutés les travaux, avoir fait toute constatation de l'importance des travaux à effectuer, de la disposition des lieux, de toutes les sujétions d'exécution que peut comporter l'opération envisagée, avoir demandé tous renseignements complémentaires éventuels.
- Avoir recueillis, auprès du responsable de l'édifice, les renseignements lui permettant d'établir à l'usage de son personnel, les consignes particulières concernant la sécurité, le vol et l'incendie.
- Avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces du dossier (pièces écrites et plans).
- Avoir demandé toutes indications complémentaires qu'ils auront jugées nécessaires.
- Etudier et établir les détails d'exécution.
- Combler, s'il s'en trouve, toutes les lacunes qui pourraient apparaître en cours de leur étude et les signaler au maître d'œuvre.

FONCTIONNEMENT DU PALAIS DE JUSTICE.

Pendant toute la durée des travaux, le Palais de Justice restera en activité.

Pour cela les accès à l'édifice devront rester fonctionnels ainsi que les espaces extérieurs et notamment les cheminements depuis la voie publique.

L'entrepreneur prendra toutes dispositions de sécurité adéquates.

Pendant les audiences, tous les travaux générateurs de bruit ou de poussière, à proximité de ces locaux, devront être suspendus si cela est jugé nécessaire par le maître d'œuvre.

Les entreprises devront tenir compte de ces remarques dans leur offre.

DESCRIPTION ET LOCALISATION DES OUVRAGES.

3.1 INSTALLATIONS DE CHANTIER.

L'ensemble des installations de chantier est prévu à la charge du titulaire du lot 1 Installations de chantier/Maçonnerie/Pierre de taille et n'est donc pas à prévoir au titre du présent lot.

3.2 ECHAFAUDAGES ET PARAPLUIES.

Les échafaudages et parapluies seront réalisés par l'entrepreneur titulaire du lot 2 Echafaudages/Parapluies/Couverture/Charpente/Paratonnerre et mis à disposition de tous les corps d'état.

Bien que conçu de concert et en accord avec tous les intervenants, si des modifications ou adaptations s'avéraient nécessaires, celles-ci seraient effectuées par l'attributaire du lot 2 aux frais du demandeur.

Cependant l'entrepreneur titulaire du présent lot devra :

- L'installation des échafaudages complémentaires, des planchers de travail et des protections nécessaires pour l'exécution de ses travaux.
- La mise en place des protections et installations provisoires ne devra pas encombrer les passages et accès au chantier et de plus, ne pas porter atteinte à la sécurité du chantier, des personnes et des biens.

LOCALISATION – OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Au titre des 3 tranches.

Prestations à inclure dans le prix des ouvrages.

3.3 SYSTEMES ANTI-VOLATILES.

3.3.1 PROTECTION ANTI-VOLATILES PAR FILS TENDUS.

Câble inox relié à deux potences avec ressort intermédiaire fixées sur support PVC par collage au silicone.

Dépense préalable des installations existantes.

LOCALISATION – OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Au titre des 3 tranches.

Sur les bandeaux en pierre.

Sur les lucarnes de l'édifice.

Au titre de la tranche optionnelle 1.

Sur le bandeau en arrière des colonnes sur la rue Lesueur.

3.3.2 PROTECTION ANTI-VOLATILES PAR FILET TENDU.

Fourniture et la pose de filets en polyéthylène traité anti-UV maille 50 x 50 sur ossature en câbles inox y compris fixations et tendeurs.

Fixations en façades.

Dépense préalable des installations existantes.

LOCALISATION – OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Au titre de la T.O.2.

Au-dessus des cours A et B.

3.4

GRAVOIS.

3.4.1

EVACUATION DES GRAVOIS.

Reprise, tri et chargement en bennes, les manutentions de base incluses dans les ouvrages de démolition.

Prestations assurées par le titulaire du lot 2 et gérées au titre du compte prorata.

- La mise à disposition de bennes.
- Le transport en décharges y compris le paiement des droits de décharges éventuels.
- Les nettoyages de voirie réglementaires.
- Le nettoyage hebdomadaire du chantier.

LOCALISATION – OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Au titre des 3 tranches.

Pour l'ensemble des gravois issus de ces travaux.